

# **Le Printemps noir 2001 : une étape historique du combat identitaire**

**El Watan**

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Le 12.01.18

**Arezki Ait Ali.** Ancien animateur du mouvement citoyen



Il y a seize ans, presque jour pour jour, dans le but de clarifier la position du groupe des neuf insoumis du mouvement citoyen dont je faisais partie, je publiais dans le journal Liberté une tribune pour appeler à une sortie de crise qui avait poussé le mouvement dans l'impasse.

Clôturent la liste des mesures préconisées qui consacraient l'aboutissement du combat citoyen, il était proposé de le couronner par la proclamation du 12 janvier jour férié et fête nationale de Yennayer. Ce couronnement signifiait l'entière satisfaction des

revendications contenues dans la plateforme d'El Kseur dans sa lettre et son esprit conformément à l'explicitation adoptée par le mouvement en octobre 2001 : satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions.

## **Tamazight, langue nationale et officielle**

La consécration institutionnelle et constitutionnelle doit se traduire par un statut et des moyens identiques à ceux octroyés à la langue arabe. L'Etat doit s'engager à concrétiser cette revendication avant toute consultation électorale. Mise en œuvre des réformes politiques qui garantissent les libertés démocratiques dans le respect de la déclaration universelle des droits de l'homme. Rendre justice et s'acquitter des réparations dues aux victimes des tragiques événements du printemps noir.

Le folklore : une fête de destruction massive

Enfin, ils ont décidé que ce n'est qu'en 2018 que le moment est enfin venu pour que l'Etat algérien reconnaisse officiellement la fête de Yennayer que les peuples d'Afrique du Nord ont toujours célébrée depuis la nuit des temps. Gageons que dans peu de temps il apparaîtra que cette reconnaissance n'est qu'une manœuvre de plus pour folkloriser davantage la Kabylie pour mieux l'éloigner de son vrai combat. Aussi, mon propos aujourd'hui n'est pas pour me joindre aux nombreuses voix qui vont festoyer et «se féliciter de cette nouvelle avancée du combat identitaire», mais pour rappeler que les revendications fondamentales portées par les combats qui ont jalonné notre histoire sur plusieurs générations sont plus que jamais réprimées et occultées.

A cette occasion, je me remémore avec émotion les événements tragiques du Printemps noir de 2001 et les douloureux moments qui les ont suivis. Je m'incline avec un profond respect devant la mémoire des victimes et je rends un

vibrant hommage aux blessés. L'Histoire retiendra leurs sacrifices qui ne seront jamais vains, car n'en déplaît aux détracteurs du mouvement citoyen issu de leur martyre, les acquis engrangés et les voies qu'il a ouvertes pour la poursuite de la lutte sont de la plus haute importance pour la Kabylie.

Hélas, cet historique mouvement porté par une mobilisation populaire jamais égalée s'est éteint dans des conditions tristes et regrettables en laissant des stigmates indélébiles et des traumatismes profonds dans la mémoire collective de la Kabylie. Je ne prétends pas faire l'autopsie du mouvement, pour cela je laisse le soin aux historiens, de loin plus compétents que moi dans ce domaine, mais je voudrais rendre hommage à tous ces jeunes qui ont sacrifié leur vie pour que le combat continue.

### **La faillite de la classe politique et la genèse du mouvement citoyen**

L'onde de choc de la mort du jeune Massinissa dans les locaux de la gendarmerie à Ath Douala, l'arrestation des collégiens d'Amizour et les déclarations incendiaires du ministre de l'Intérieur qui ont suivi ont provoqué une vague de protestations des jeunes contre les brigades de gendarmerie dans toute la région. La riposte sanglante des gendarmes aux manifestations a plongé la Kabylie entière dans un chaos indescriptible, c'est l'escalade infernale. Les gendarmes tirent à balles réelles sur des manifestants déterminés qui ne reculent pas devant la mort. Ils nous répliquaient alors avec défi : «Ils ne peuvent pas nous tuer, nous sommes déjà morts».

Ni les instances élues, ni les pouvoirs publics, ni les partis politiques ne pouvaient arrêter le cycle infernal de l'effusion de sang. Devant une telle situation, un appel aux Arouch, vieille instance coutumière qui regroupait les sages des villages pour faire face à toute menace extérieure ou en cas de problème grave nécessitant la solidarité de tous. L'appel a très vite trouvé l'écho favorable attendu et les premières réunions sont organisées. C'est ainsi que le mouvement citoyen a vu le jour.

D'emblée, le mouvement s'est déclaré d'essence démocratique et résolument pacifique, émanant des profondeurs de la société, transpartisan, autonome, se refusant à toute forme d'allégeance ou substitution aux formations politiques et aux institutions de l'Etat. La marée humaine de la marche du mois de mai 2001 a déferlé dans les rues de Tizi Ouzou dans une mobilisation citoyenne jamais vue sous les regards inquiets des pouvoirs publics et des partis politiques réduits au rang de simples spectateurs. La réussite de cette première action d'envergure du mouvement citoyen lui a permis de gagner la confiance des jeunes, permettant ainsi d'organiser la contestation sans exposer les manifestants aux balles meurtrières.

### **L'éclatante maturité du mouvement citoyen**

Les conclave s'enchaînent à un rythme soutenu, dans des débats chauds mais fructueux. Le mouvement gagne en maturité et en organisation. Les espoirs et attentes nés de cette formidable mobilisation populaire sont tels qu'ils ne peuvent trouver leur satisfaction qu'en s'adressant directement aux plus hautes autorités du pays. Une marche populaire d'envergure nationale est alors retenue et fixée pour le 14 juin à Alger. Outre les préparatifs organisationnels et logistiques qu'une telle manifestation requiert, elle doit être porteuse d'un message à la hauteur des aspirations et des sacrifices consentis. L'élaboration d'une

plateforme de revendications citoyenne à remettre au président de la République est engagée avec son lot d'après, longs et très délicats débats.

Elle sera achevée le 11 juin 2001 et portera le nom de la localité où elle a été adoptée : El Kseur. Elle est composée de 15 revendications exigeant : justice et réparation aux victimes, satisfaction des revendications identitaires amazighes, réformes politiques garantissant toutes les libertés démocratiques, relance économique et lutte contre l'exclusion. La gigantesque marche populaire du 14 juin 2001 réprimée dans le sang, avec son chapelet de morts et de blessés, restera à jamais dans les mémoires et dans l'Histoire. Au summum de sa popularité et de son impressionnante capacité de mobilisation, le mouvement citoyen s'est attiré les foudres du pouvoir, déterminé à le briser par tous les moyens.

### **La contre-attaque du pouvoir et ses relais**

Tous ses relais sont alors actionnés, une panoplie de manœuvres dont seul le pouvoir a le secret et les diverses manipulations visant à discréditer le mouvement citoyen et ses animateurs sont déployées. Avec le soutien actif de ses satellites, partis politiques, zaouïas, baltaguia, faux Arouch et j'en passe..., le rappel des troupes est général pour détruire la substance de la contestation, en particulier les revendications portant sur les réformes politiques et les libertés démocratiques.

L'expérience des négociations avec le gouvernement pour obtenir une 2e session nationale du baccalauréat 2001, conduite avec succès par les animateurs du mouvement citoyen, a fait craindre non seulement au pouvoir d'être confronté à ces rudes interlocuteurs pour négocier de telles revendications, mais aussi aux partis politiques dominants dans la région, qui n'acceptent pas d'être tenus à l'écart des événements en ces moments historiques que traverse la Kabylie.

La formule sortie tout droit d'un cerveau machiavélique au service de cette coalition était de déclarer la plateforme d'El Kseur «scellée et non négociable», la presse aux ordres en a fait un slogan et le piège s'est brutalement refermé sur tout le mouvement citoyen. Une avalanche d'anathèmes, de dénigrement, de menaces est orchestrée quotidiennement contre les animateurs insoumis qui refusent cette dérive et le naufrage du mouvement. Une foule de médiateurs et de messagers prétendant représenter telle ou telle institution ou tel ou tel personnage influent s'est déversée sur la Kabylie. Le mouvement est assiégé, les assauts pleuvent de partout.

C'est la ruée des opportunistes de tous bords et tous les coups sont permis. Le pot de fer contre le pot de terre. Un groupe d'animateurs insoumis (le groupe des 9) a lutté à l'intérieur du mouvement et à travers la presse quand ses colonnes lui étaient ouvertes. Un espoir de redressement en octobre 2001 est né avec l'épisode de l'explicitation de la plateforme d'El Kseur. La démarche visait le dépassement de l'impasse absurde du slogan «scellée et non négociable» et la clarification du contenu de la plateforme pour éviter les interprétations réductrices ou fallacieuses des revendications. Une fois cette étape franchie, la voie s'ouvre à la négociation en désignant librement et dans la transparence les représentants du mouvement citoyen.

C'était compter sans la détermination du pouvoir et des intérêts politiques en jeu à enterrer le mouvement citoyen et les espoirs qu'il a suscités. C'est le pot de terre contre le pot de fer. La rupture consommée, et les positions définitivement

inconciliables au sein du mouvement, le groupe des 9 s'est démarqué publiquement de la tendance qui a programmé la stérilité puis la fin du mouvement citoyen. Encore une fois, le pouvoir a réussi à diviser la Kabylie, il a toujours excellé en la matière, la voie est alors libre pour la pacification de la région. Triomphant sans gloire, le pouvoir a concédé le statut de langue nationale à tamazight pour apaiser une région et une population meurtrie. Il a distribué quelques pécules aux familles des victimes comme on pose un pansement sur une plaie ouverte.

### **La gloire des opprimés, la lutte continue!**

N'en déplaise à ses détracteurs, le mouvement citoyen n'est pas un échec, le nombre de morts et de blessés durant ces événements traduit à lui seul le sens du sacrifice de la Kabylie pour son combat identitaire. Le Printemps noir de 2001 est à marquer d'une pierre blanche par l'ampleur de la mobilisation populaire jamais égalée dans l'histoire de l'Algérie. Le démantèlement des brigades de gendarmerie en Kabylie démontre que le combat pacifique peut vaincre la puissance des armes.

Le statut de langue nationale pour tamazight, proclamée par celui-là même qui a provoqué la Kabylie par son «Trois fois jamais» à Tizi Ouzou est une sacrée victoire pour le mouvement citoyen. La lutte continue et la victoire est inéluctable.